



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 15-09 juin 2021

En bref

Ce dimanche ont eu lieu les élections les plus importantes de l'histoire du Mexique par le nombre de postes à pourvoir : la Chambre des représentants a été renouvelée intégralement ainsi que 15 gouvernorats, 30 congrès locaux et des maires ont été élus dans 30 états fédérés. Bien qu'en recul et ne disposant plus de la majorité qualifiée requise pour modifier la constitution, la coalition présidentielle a conservé la majorité à la chambre des députés. Le parti du président de la République par ailleurs enregistré un recul dans la ville de Mexico, mais emporté les postes de gouverneurs dans la grande majorité des Etats dont les mandats étaient renouvelés. Les marchés ont réagi favorablement, le MXN a commencé la semaine avec une appréciation de 13%, saluant davantage de certitude en matière d'activité économique et de climat des affaires.

LE CHIFFRE À RETENIR

+103,3%

Les exportations mexicaines vers les Etats-Unis en avril 2021.

Zoom sur la visite de Kamala Harris au Guatemala

La Vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris, a effectué au Guatemala sa première visite officielle ce lundi pour traiter principalement des sujets d'immigration et de corruption. Dans la lignée des volontés du Président Joe Biden, Kamala Harris a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis de s'attaquer aux causes de l'immigration et d'améliorer les conditions de vie pour inciter les Guatémaltèques à rester dans leur pays. La vice-présidente a par ailleurs insisté sur le maintien d'une politique dure aux frontières. La visite était aussi l'occasion de traiter des sujets de corruption notamment via la formation de

procureurs guatémaltèques aux mécanismes de corruptions internationaux et la nécessité d'un système judiciaire indépendant. Ces annonces anti-corruption sont faites alors que le Secrétaire d'Etat américain s'est dit préoccupé par les actions légales orchestrées par le gouvernement pour freiner les actions du Bureau du Procureur spécial contre l'impunité (FECI), Monsieur Juan Francisco Sandoval. Enfin, Kamala Harris a annoncé un apport de 40 MUSD pour soutenir le développement entrepreneurial et professionnel des femmes.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 9 juin, le Mexique enregistrait 229 353 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,53% en une semaine. 2 441 866 cas confirmés ont été enregistrés (+0,74% en une semaine).

La courbe des contaminations reste basse mais 4 Etats repassent en feu orange. La campagne de vaccination concerne désormais les plus de 40 ans. Près de 34M de doses ont été injectées pour une population de 130 M d'habitants.

2 FINANCES PUBLIQUES

Le SAT a annoncé une augmentation de près d'1 M de déclarations annuelles de revenus des personnes physiques pour l'année fiscale 2020, après que le délai pour se conformer à cette obligation ait expiré le lundi 31 mai. Au total, 7,7 M de déclarations annuelles de revenus des particuliers ont été déposées au 31 mai. Cela représente une augmentation de 15% g.a. par rapport au nombre total de déclarations déposées à la date limite l'année dernière.

3 ECONOMIE

La Banque Centrale Mexicaine a revu ses prévisions à la hausse pour 2021 et table désormais sur une croissance du PIB de l'ordre de 7% (contre 6% initialement). Ce regain d'optimisme a été motivé par les données de l'activité économique au premier trimestre 2021, qui montrent une reprise significative en mars; mais aussi la force de la demande extérieure grâce aux mesures de relance aux Etats-Unis; et la reprise domestique liée au progrès de la campagne de vaccination au Mexique. Par ailleurs, le passage du feu jaune au feu vert à la CDMX devrait contribuer à la reprise économique, en raison du poids qu'a la capitale dans le PIB, selon les analystes. Pour 2022, Banxico considère que le PIB pourrait croître de 3%.

La Banque Mondiale a également relevé à 5% les prévisions de croissance mexicaine pour 2021. Il s'agit d'une hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport à sa prévision de janvier, principalement due à la bonne santé de l'économie américaine

La confiance des consommateurs mexicains a enregistré une hausse de 0,3 points de pourcentage en mai 2021. L'indicateur a atteint 42,67 unités en mai, soit son niveau le plus haut depuis février 2020, avant le début de l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, il s'agit du troisième mois consécutif de hausse mensuelle pour l'indicateur, selon l'INEGI, indiquant que le pays est sur la voie de la reprise.

L'indice national des prix à la consommation (IPC) a enregistré en mai un taux de 5,89% g.a., sous l'effet de l'augmentation des prix du transport aérien, du gaz domestique et de l'essence. Selon l'INEGI, cela représente un ralentissement par rapport au mois d'avril où il s'élevait à 6,08%. L'inflation enregistre ainsi trois mois consécutifs en dehors de la cible de Banxico. Le prix des services a enregistré une inflation de 2,84% en rythme annuel, tandis que le prix des marchandises a crû de 5,76% g.a. et le prix des produits agricoles de 4,67%g.a..

Le prix moyen du panier alimentaire de base dans les supermarchés a enregistré une légère décélération au cours du mois de mai. L'inflation se situe ainsi autour de 5,8% pour ces produits de base, soit inférieure aux 6,3% observés en avril. Monterrey est la ville qui a connu la plus forte hausse des prix (6,4%), suivie de Guadalajara (5,8%) et de la CDMX (5,1%). Les produits ayant subi la plus forte hausse sont notamment ceux du secteur de l'élevage, en raison de la hausse des prix internationaux et de la demande.

Les exportations mexicaines aux Etats-Unis se sont élevées à 32,2 Mds USD au cours du mois d'avril. Cela représente une croissance annuelle de 103,3%, selon les données du Bureau du recensement américain. Ce bond spectaculaire est dû à l'effet mécanique de la reprise économique étant donné qu'en avril 2020, les exportations vers les Etats-Unis avaient chuté de 47,9% en raison de la pandémie de COVID-19. Toutefois, le fort dynamisme de l'économie américaine, lié au plan de relance du président J. Biden, devrait profiter au commerce extérieur mexicain. Aussi, la COMCE a revu à la hausse ses prévisions pour les exportations mexicaines en 2021. De manière désagrégée, les exportations de matériel de transports ont augmenté de 359,5%. Les exportations d'équipements électroniques (57,8%), d'équipements électriques (80,2%), et de produits agricoles (31,2%) ont également crû de manière importante.

Le président AMLO a annoncé que Rogelio Ramirez de la O serait le nouveau secrétaire des finances. Arturo Herrera, l'actuel secrétaire des finances, sera quant-à-lui proposé au poste de gouverneur de la Banque du Mexique. Rogelio Ramirez est l'un des conseillers d'AMLO. Il est notamment titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Cambridge, en Angleterre, et d'une licence en économie de l'université nationale autonome du Mexique. En tant que secrétaires des finances, Mr. Ramirez de la O donnera la priorité, à la demande d'AMLO, aux tâches suivantes : assurer un équilibre budgétaire sain jusqu'en 2024 ; réaliser des économies dans l'utilisation des ressources publiques ; mettre à jour les comptes dans le secteur de l'énergie et s'assurer que son financement soit sain ; fournir des opportunités aux banques de développement.

Les institutions du secteur financier au Mexique ont enregistré 16 cyberattaques entre 2019 et janvier de cette année, selon les rapports de la Banque du Mexique. Ces attaques auraient eu un coût de 785,4 M MXN. C'est en 2019 que le plus grand impact de ces cyberattaques a été enregistré, dépassant même 2020, où l'utilisation d'Internet et de la banque mobile a pourtant augmenté en raison de la pandémie. Les hackers profitent notamment des faiblesses des processus de validation et de contrôle du secteur financier mexicain.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le groupe parlementaire PRI au Sénat a déposé devant la Cour Suprême de Justice de la Nation (SCJN), un recours en inconstitutionnalité contre les réformes de la loi sur les hydrocarbures. Le groupe a fait valoir que la réforme approuvée par la majorité présidentielle le 22 avril dernier viole les principes de légalité et de sécurité publique en permettant une action arbitraire et

unilatérale de l'autorité à l'extinction des droits de propriété sans le droit à une audience.

Le juge de la concurrence Juan Pablo Gomez Fierro a accordé la suspension définitive avec effets généraux à l'entreprise Process Fuel contre les réformes de l'article 13 de la loi sur les hydrocarbures. Ainsi, les modifications législatives promues par Morena et ses alliés au Congrès et favorisant Pemex par rapport au reste des participants sur le marché des hydrocarbures, ont été suspendues pour une période illimitée. Ceci implique le rétablissement de la réglementation asymétrique imposée à PEMEX pour l'empêcher d'avoir un rôle prépondérant sur ses concurrents. La suspension protège toutes les entreprises du secteur et pas seulement celle qui a déposé le recours.

Le président Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) a annoncé vendredi que l'achat de la raffinerie de Deer Park au Texas a été réalisé grâce aux ressources obtenues en reprenant le contrôle des trusts du Conseil National de la Science et de la Technologie (Conacyt). L'annulation de ces trusts aurait permis au Mexique de dégager 60 Mds MXN, qui étaient mal utilisés. Cela n'affectera donc ni les boursiers ni les chercheurs, selon lui.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 09/06/2021
Bourse (IPC)	+0,15%	+32,82%	50 823,30 points
Taux de change USD/MXN	-0,95%	-9,70%	19,74
Taux de change EUR/ MXN	-1,72%	-3,42%	24,04
Prix du baril mexicain	+2,83%	+95,79%	66,22

Amérique centrale

Régional

Une dizaine d'organisations de la société civile, soutenues par les Etats-Unis, a lancé le premier centre contre la corruption et l'impunité pour les pays du Triangle nord (Guatemala, Honduras, El Salvador). Cette nouvelle institution nommée CCINOC a pour objectif de reprendre le travail de la CICIG et de la Maccih respectivement au Guatemala et au Honduras et s'attachera à enquêter sur les cas emblématiques de corruptions. Selon le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, la corruption coûte chaque année 13 Mds USD à l'Amérique centrale.

1. Costa Rica

Alors que la réforme de l'emploi public domine le débat public costaricien, plusieurs réformes secondaires, soutenues par le FMI, sont portées devant l'Assemblée Nationale. La création de nouveaux impôts (taxe sur les prix de la loterie, taxe sur les maisons de luxe, ...), la réduction des dépenses fiscales (suppression de l'exonération des salaires des enseignants), la réforme de la réglementation des douanes (registre fiscal unique pour les importateurs et exportateurs), ainsi que le gel des pensions de retraite, sont autant de réformes qui s'inscrivent dans l'objectif de l'assainissement des finances publiques. L'agenda du FMI générerait ainsi un effet positif de 4,74% du PIB d'ici 2025.

2. El Salvador

El Salvador est devenu le premier pays au monde à adopter le bitcoin comme monnaie légale « sans restriction et avec un pouvoir libératoire illimité dans toute transaction et titre financier ». La loi précise par ailleurs que tout

agent économique devra accepter la crypto monnaie (à moins de prouver son incapacité à le faire) et que les contributions fiscales pourront être payées en bitcoin. Ce tour de force semble avoir comme principale intention d'offrir une alternative au dollar des Etats-Unis, notamment pour les remises de fonds envoyées par la diaspora résidant aux Etats-Unis. Le Président Bukele, dont les relations avec les Etats-Unis se sont dégradées ces derniers mois, souhaite ainsi afficher son indépendance envers le dollar et promouvoir une image moderne du pays. Le Président salvadorien a par ailleurs présenté cette loi comme favorisant l'inclusion financière et l'accès aux outils bancaires. Certains économistes ont alerté sur l'utilisation de la crypto monnaie pour le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale alors que le FMI a dit suivre attentivement les détails des mesures avant de se prononcer sur les avancées des discussions pour la création d'un accord cadre d'assainissement des comptes publics.

El Salvador a perdu 36,6% g.a. de ses réserves internationales nettes à fin mars 2021 pour atteindre 2,4 Mds USD selon la Banque centrale. Cette baisse de 1,4 Md USD est principalement due à l'achat de dette court terme (atteignant 2,4 Mds USD avec un taux d'intérêt de 7,5%) de la part du gouvernement. Ces réserves, issues de la différence entre flux entrants (remesas, exportation et IDE notamment) et flux sortants (importations, service de la dette...) sont les plus basses depuis septembre 2012. De par la dollarisation de l'économie, El Salvador n'émet pas de monnaie et 87% des réserves internationales nettes correspondent donc au dépôt des banques privées. Celles-ci ayant été fortement incitées à acheter de la dette court terme publique (le pourcentage de réserves légales des banques est passé de 20% des dépôts à 9% suite à une norme approuvée par la Banque centrale), le montant des réserves a fortement baissé. El Salvador fait exception dans la région, les réserves du Guatemala ayant augmenté de

21%, celles du Honduras de 36% et celles du Nicaragua de 35% sur la période.

Selon une étude du cercle de réflexions Fusades reprenant les données du FMI, El Salvador est le cinquième pays le plus endetté d'Amérique latine. La dette publique brute salvadorienne a atteint 88,2% du PIB 2020 en hausse de 17,2% contre une moyenne de 77% du PIB pour la région. El Salvador se retrouve derrière le Venezuela (304% du PIB), le Belize (127%), l'Argentine (103%) et le Brésil (98%). Des discussions sont en cours avec le FMI pour assainir les finances publiques bien qu'aucun engagement n'ait encore été pris par l'organisme international.

3. Honduras

Le Conseil Hondurien des Entreprises (organisation patronale Cohep) a déclaré que les zones spéciales de développements économiques (ZEDE) lancées par le gouvernement étaient inconstitutionnelles. Seul le Congrès peut selon lui approuver la création de nouvelles zones à avantages fiscaux, mettant en péril les investissements notamment étrangers, réalisés dans ces ZEDE. Le Cohep s'est exprimé d'ailleurs contre ces zones, assurant qu'elles ne représentaient aucune sécurité juridique pour les acteurs étrangers et que la relation avec les municipalités impactées par la création de ces zones n'avait pas été clarifiée.

La compagnie aérienne CM Airlines, en partenariat avec l'entreprise guatémaltèque TAG Airlines, a annoncé l'ouverture d'une nouvelle ligne directe entre Tegucigalpa et San Salvador. Cette nouvelle ligne opérera dans un premier temps les lundis, mercredis et vendredis pour une capacité de 198 voyageurs hebdomadaires. Un premier prix du billet aller de Tegucigalpa à San Salvador a été annoncé à 399 USD.

4. Nicaragua

L'agence gouvernementale Unité d'Analyse Financière (UAF) a demandé aux entreprises de transferts de fonds de migrants de reporter toute transaction égale ou supérieure à 500 USD. Ce montant, bien en deçà des normes internationales établies à 10 000 USD, viserait notamment à contrôler les dons politiques octroyés aux principaux opposants du Président sortant Daniel Ortega selon certains analystes. L'UAF précise quant à elle que cette mesure répond à une hausse du blanchiment d'argent et que les banques commerciales et entreprises spécialisées proposant ce service de transfert de fonds seront aussi concernées.

5. Panama

L'investissement public au cœur de la relance économique panaméenne. A travers le « Plan de renforcement des capacités des unités techniques du Ministère de l'Economie et des Finances », le Ministère souhaite initier un véritable programme public de projets de développement sur l'ensemble du territoire panaméen. La création récente de la Direction du Développement Territoriale (DTT) au sein du MEF marque la volonté du Gouvernement panaméen de mener des projets d'aménagement du territoire et de développement économique à une échelle plus locale. Le Gouvernement souhaite pour cela renforcer ses compétences et capacités techniques en vue de diversifier ses outils de planification, de suivi et d'évaluation de projets d'investissement public.

L'activité boursière repart à la hausse. Le volume négocié à la Bourse de Panama s'élevait à 2,4 Mds USD entre janvier et mai 2021, soit une augmentation de 15,4% par rapport à l'année 2020. Par ailleurs, le nombre de transactions est également à la hausse (+33,8%). Le centre boursier latino-américain souligne que de nouvelles émissions arrivent sur le marché, provenant à la fois d'entreprises locales comme

étrangères. Actuellement, 22 dossiers d'émission de dette sont en cours, pour un montant de près d'un milliard USD, dont 6 dossiers concernent la loi n°122 relative aux incitations pour les investissements touristiques.

Le Centre National de Compétitivité (CNC) panaméen recommande d'investir davantage dans le capital humain. Le capital humain, défini comme l'ensemble des connaissances, facultés et compétences d'une personne, est une source importante de croissance économique dans la mesure où selon le CNC, investir dans le capital humain permet d'augmenter de manière significative la productivité et compétitivité d'une économie. D'après l'indice de capital humain de la Banque Mondiale, le Panama obtient en 2020 un score inférieur de 0,50, soit un score inférieur à la moyenne de la région Amérique Latine et Caraïbes (0,55). Selon le CNC, la crise du coronavirus donne l'occasion au Panama de mener une véritable transformation de son système sanitaire et éducatif, dans le but d'améliorer sa compétitivité.

Les banques panaméennes se préparent à la fin du moratoire bancaire. Après la fin de la période de « moratoire » en décembre 2020, puis la prochaine fin de la période de « soulagement financier » le 30 juin 2021, une nouvelle période s'ouvre, celle de la relance de l'activité bancaire. Carlos Berguido rappelle que le moratoire n'est pas une solution de long terme et recommande aux clients de se rapprocher des banques dès à présent afin de modifier les termes et conditions des prêts en cours. Selon les statistiques tenues par la Superintendance des Banques du Panama (SPB), 76 009 clients appartenant à 39 banques ont modifié les termes et conditions de leurs engagements financiers à ce jour. Néanmoins, le montant des crédits modifiés demeure élevé : au 7 juin 2021, il atteint 17 Mds USD, représentant un tiers du portefeuille des banques. Concernant les prêts aux entreprises, ce sont les crédits accordés au secteur de la construction qui enregistrent encore aujourd'hui un niveau élevé d'impayés (2,4 Mds USD). Du côté des prêts aux particuliers, le portefeuille de crédits au logement modifiés atteint plus de 6 Mds USD.

Alors que les banques sont prêtes à accueillir les clients afin de renégocier avec eux leurs crédits, il n'en demeure pas moins que du côté des consommateurs, la fin du moratoire ne s'accompagne pas forcément d'une augmentation du revenu disponible des ménages. Pedro Acosta, représentant de l'Union Nationale des Consommateurs rappelle à ce titre que beaucoup de panaméens restent aujourd'hui sans emploi et sont donc toujours dans l'incapacité d'honorer leurs engagements financiers.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le président Luis Abinader a inauguré la réhabilitation du port de la province de Barahona. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale de redressement économique du pays, de relance du tourisme et du développement commercial dans le sud. Les travaux ont compris l'agrandissement de la zone d'amarrage des navires, la construction de cinq nouveaux quais, pouvant accueillir des navires d'une longueur maximale de 650 pieds afin de permettre l'entrée de navires de 40 000 tonnes. Cette modernisation du port s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour faire de la République dominicaine un HUB logistique.

2. Cuba

Cuba autorise en principe la création des PME. Le Conseil des ministres a donné, le 2 juin 2021, son feu vert pour la création de la figure juridique des petites et moyennes entreprises, tant dans le secteur public que dans le privé. Cette mesure, attendue notamment par la société civile, constitue une nouvelle étape suite à la décision

d'étendre le champ des activités ouvertes aux *cuentapropistas* (autorisé sur l'île depuis les années 1990, le travail pour compte propre (TCP) compose l'essentiel du secteur privé en dehors de l'agriculture).

Pour rappel, le Conseil de Ministres avait approuvé, début février, l'élimination de la liste d'activités permises (127) fixée par l'Etat cubain et son remplacement par une liste de 124 activités interdites ou limitées, autorisant de facto le travail pour compte-propre au reste des activités inscrites au CNAE (*classificateur national des activités économiques*), soit plus de 2 000 activités économiques. L'Etat se réserve encore cependant de nombreux secteurs considérés comme stratégiques pour raisons économiques, mais également politiques et idéologiques : les produits d'exportations – mines, sucre, tabac, produits pharmaceutiques –, les services publics – éducation, santé, gestion de l'électricité, de l'eau et du gaz, transports publics-, les télécommunications, le commerce, la banque, la presse ou encore la défense restent inaccessibles au secteur non-étatique.

Cette liste d'activité négative s'appliquera également aux PME privés, ces dernières ne pourront ainsi pas opérer les activités interdites aux travailleurs pour compte-propre, mais également certaines activités autorisées pour les autoentrepreneurs, telles que programmeur informatique, comptable, traducteur et interprète, vétérinaire ou encore designer.

Les normes juridiques pour le « perfectionnement des acteurs de l'économie cubaine » seront publiées ensemble à une date qui n'a pas été précisée. Par ailleurs, lors du conseil des ministres, le premier ministre cubain a rappelé que l'entreprise étatique restait le sujet principal de l'économie nationale et que les récentes annonces ne constituaient pas un processus de privatisation.

Si la contribution du secteur privé naissant à l'économie reste encore faible (autour de 10% du PIB), il semble désormais considéré comme indispensable au développement économique

de Cuba par les autorités sans pour autant remettre en cause la structure de l'économie centralisée et la primauté de l'Etat

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 9 juin 2021</i>
Costa Rica	336 007 Décès : 4 278
Cuba	152 420 Décès : 1 045
Guatemala	265 662 Décès : 8 361
Haïti	16 001 Décès : 342
Honduras	243 467 Décès : 6 559
Jamaïque	48 810 Décès : 960
Nicaragua	7 662 Décès : 188
Panama	384 512 Décès : 6 413
El Salvador	74 983 Décès : 2 279
République dominicaine	304 428 Décès : 3 686

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>